



Paris, le 16 octobre 2013

## Comité paritaire stratégique PSA

### Refus de la direction PSA de prendre le moindre engagement sur le maintien emploi en France

Lors de la réunion du Comité Paritaire Stratégique qui s'est tenue ce jour, la direction PSA a refusé de donner la moindre indication et de prendre le moindre engagement sur l'emploi dans les années à venir dans les différents établissements du groupe en France. La direction ne cache pas son objectif de réduire l'emploi partout mais dans des proportions sur lesquelles elle refuse de s'exprimer.

La direction renvoie une nouvelle fois la question à une réunion de l'observatoire des métiers le 6 novembre prochain.

La direction demande donc aux syndicats de signer le nouveau contrat antisocial « à l'aveugle », avant d'avoir la moindre réponse à des questions posées depuis des mois.

### Des menaces qui persistent

- 1) Les salariés de Rennes qui ont débrayé massivement aujourd'hui ne seront pas rassurés par le flou entretenu par la direction PSA sur le nouveau modèle qui leur a été annoncé et sur les faibles volumes de production qui laisse augurer de nouveaux coups contre l'emploi dans ce site.
- 2) La délocalisation programmée de la fabrication des véhicules de segment B (hors premium) va impacter fortement les sites français de Poissy et Mulhouse qui produisent aujourd'hui C3, DS3, 208 et 2008. Ces 2 sites sont menacés d'un passage de 2 chaînes de montage à une seule, en application de la consigne de M. Varin de passer en mono-flux lorsque le volume de production annuel est inférieur à 250 000 véhicules par an.

**Cette réunion vient confirmer que les « engagements de M. Varin » sont en trompe l'œil, n'offrent aucune garantie sur l'avenir de l'emploi. Elle conforte la CGT dans sa décision de ne pas accepter le marché de dupes du nouveau contrat antisocial.**

Paris, le 16 octobre 2013